

ABONNEMENT.

En avant... 30 fr.
En arrière... 16
En trois mois... 5
Poste:
En avant... 35 fr.
En arrière... 18
En trois mois... 10

On s'abonne:

A SAUMUR,
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste.
chez tous les libraires.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne, . . . 20 c
Réclames, — . . . 30
Faits divers, — . . . 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées,
sauf restitution dans ce dernier cas;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.

Les articles communiqués
doivent être remis au bureau
du journal la veille de la repro-
duction, avant midi.

Les manuscrits déposés ne
sont pas rendus.

On s'abonne:

A PARIS,
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
bres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR, 12 OCTOBRE

PROVINCIAUX!

Les gambettistes de la première heure
avaient trouvé un mot, qu'ils croyaient in-
jurieux, pour qualifier les conservateurs
des campagnes: ils les appelaient *Ruraux*!

Ruraux! Ils avaient tout dit, dans leurs
réunions et dans leurs journaux, quand
ils avaient lancé ce mot à la tête des pay-
sans.

En maintes circonstances, les ruraux se
vengèrent de ce parti pris de dédain des
républicains plus ou moins avancés; et
comme, au demeurant, le rural est une
force, une force honnête, compacte et puis-
sante, les opportunistes cherchèrent à la
conquérir.

Ne pouvant le supprimer, comme Gam-
betta l'avait voulu d'abord, on le trompa, et
le mot ruraux fut exclu du vocabulaire ré-
publicain.

Les électeurs de 1885 viennent de re-
nouveler l'entreprise de leurs devanciers de
1871: ils viennent d'envoyer au Parlement
une minorité imposante de conservateurs
pour défendre l'honneur et les intérêts du
pays, compromis par les opportunistes.

Et ceux-ci, furieux de leur défaite, s'é-
crient:

« Voilà l'œuvre des Provinciaux! »

Provinciaux remplace ruraux.
Mais comme les mots ne suffisent plus
aux républicains et que leur naturel les em-
porte toujours, aux paroles ils joignent les
faits.

Ah! les provinciaux envoient des conser-
vateurs à Paris! Des provinciaux qui veu-
lent voir clair dans nos affaires! Des pro-
vinciaux qui féliciteront le dieu Ferry! Des
provinciaux qui condamneront les expédi-
tions aventureuses! Des provinciaux qui de-
manderont des économies, supprimeront les
sinécures, défendront les libertés!

Ah! c'est ainsi: eh bien! Vive l'émeute!
Vive la République! Vive la Commune! Vive
l'anarchie!

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

LA ROCHE-NOIRE

PAR MARIE MARÉCHAL.

La Bretonne monta les mains pleines de vais-
selle. Pendant qu'elle mettait le couvert, Lebihan
jetait des regards indignés sur la nappe de grosse
toile rouge, sur les couverts d'étain, qui brillaient
comme de l'argent, sur la petite cruche de grès
à cidre mousseux, et sur les assiettes de faïence
grossièrement éblouies. Jeanne-Marie n'avait
rien de mieux sur son dressoir, et elle n'était pas
peu fière de ses assiettes! Une surtout! On
pouvait dans le pays! A quelle flore fantastique
appartenait donc ce soleil rayonnant dont les
larges pétales venaient épanouir sur les bords
leurs tranchantes couleurs? Guillaume la regarda
longtemps.

— C'est un dahlie, dit la vieille, non sans fierté,
et croyant son jeune maître absorbé par l'admira-
tion.

Mais Guillaume n'écoutait pas. Il songeait! A
quoi? Pensait-il à ses fins déjeuners du Café
Anglais, aux cristaux étincelants, aux brillantes
porcelaines? Ou bien se disait-il qu'on avait fini

Prouvons aux provinciaux que Paris a
toujours ses bandes révolutionnaires toutes
prêtes!

Intimidons ces provinciaux, forçons le
parti conservateur à reculer, acclamons
Ferry au nom de la Révolution! Que le
Tonkinois rentre dans sa bonne ville et
dans son Parlement à l'ombre du drapeau
rouge!

On s'est mis à l'œuvre.

Et, sous prétexte que le parti conserva-
teur n'a pas le droit de crier victoire, de
faire l'éloge de ses siens, les bandes commu-
nards, les fédérés du 48 Mars, sont des-
cendus sur les boulevards: l'émeute s'est
installée presque en permanence, de la Ma-
deleine au Gymnase.

Et elle a hurlé: Vive la Commune! Et elle
a fait fermer les magasins et pendant trois
soirées la circulation a été interrompue en
plein cœur de Paris.

Et le commerce a été suspendu.

Et on a crié: Mort aux sergots! — A la
lanterne, les monarchistes!

En même temps, les feuilles rouges pou-
sent le cri d'alarme.

Debout pour sauver la République!

Prenez le fusil!

Aux barricades!

Alors le touriste étranger fait ses malles;

Et les théâtres sont déserts;

Et les grands restaurants, les grands ma-
gasins attendent en vain les clients.

Les ferrystes constatent ces faits déplora-
bles. Mais au lieu de s'en prendre à leurs
amis, qu'ils excitent, ils accusent, qui? les
provinciaux!

S'ils osaient, ils organiseraient une croi-
sade effective contre les départements. Ne
pouvant pas le faire, les voilà qu'ils offrent
un refuge aux blackboulés du suffrage uni-
versel.

Ah! provinciaux que vous êtes, vous n'a-
vez voulu ni de Ribot, ni de Legrand, ni
d'Allain-Targé, ni de Brisson, ni d'Hervé-
Mangon, ni de tant d'autres illustres
ferrystes!... Eh bien! Paris les prendra et
les hissera sur son pavois rouge!

Il ne s'agit pas ici du Paris travailleur, du

Paris commerçant, du Paris rentier, mais
du Paris qui n'est Parisien que de nom, de
ce Paris qu'on ne voit qu'aux sinistres épo-
ques: le Paris de 1793 et de 1871, le Paris
des massacres de Septembre et celui des
égorgements de Mai!

Vraiment, les ferrystes, en s'alliant aux ré-
volutionnaires, croient-ils faire la loi aux
provinciaux?

Ils le déclarent, ils le proclament!

— Nous prendrons notre revanche au
scrutin de ballottage! s'écrient-ils.

Que les radicaux, que les intransigeants
viennent à nous! Ou plutôt, allons aux ra-
дикаux, aux intransigeants, pour écraser la
réaction des provinciaux!

Sus aux provinciaux!

Eh bien! provinciaux, puisque provin-
ciaux il y a, debout à votre tour, debout
tous!

Vous avez prouvé que vous étiez unis; et
bien que la moitié peut-être des vôtres soient
restés spectateurs de la lutte, vous avez vain-
cu une première fois.

Que, pour cette seconde bataille qui sera
décisive, on vous retrouve vaillants et unis
comme hier.

Faites appel à tous ceux qui vous entou-
rent!

Que personne ne reste à la caserne.

Que tous les combattants du bon combat
courent aux remparts et chassent les barba-
res qui veulent rentrer chez vous en conqué-
rants implacables!

Provinciaux, c'est à vous qu'il appartient
de sauver la Patrie!

RANCUNES ET RÉPUGNANCES.

L'union des radicaux et des opportanis-
tes pour le scrutin de ballottage est dure à
conclure.

La République française nous en donne
naïvement la raison.

« Il y a d'un côté et de l'autre bien des
rancunes à surmonter, bien des répugnan-
ces à vaincre. »

monsieur Guillaume? Pas moyen d'aller voir la
mer encore! Elle n'est pas commode aujourd'hui,
la gueuse! Elle fait des siennes, là-bas, au Trou-
d'Enfer! Entendez-vous comme elle gronde:
boom! boom! boom!

Pour Lebihan comme pour la plupart des habi-
tants de la côte, la mer est une personne, une
puissante personne, ayant sa vie, son caractère,
ses habitudes, ses accès de colère ou de joyeuse
humeur.

— Voyez comme elle est furieuse jusqu'au loin,
la coquine! ajouta-t-il avec une sorte d'orgueil, car
il aimait avec passion l'Océan, et plus encore dans
ses tempêtes que dans son calme superbe. Ah! il
ne ferait pas bon de s'y frotter au jour d'aujourd'hui!
Allons! au revoir, monsieur Guillaume!
Qu'est-ce qui pourrait donc vous distraire un peu?
Vous avez l'air tout chose, à ce qu'il me semble.

— Je ne serais pas fâché d'avoir quelques livres,
mon ami. Tu prendrais là-bas, dans ma chambre,
les premiers volumes venus... si ma petite biblio-
thèque d'autrefois existe encore, ajouta le jeune
homme avec amertume. Tout sera le bienvenu,
quand tu ne devrais m'apporter que l'almanach de
Mathieu Lœnsberg.

Lebihan se garda bien d'apprendre à Guillaume
qu'il n'y avait plus depuis longtemps au château de
chambre ni de bibliothèque portant son nom
proscrit, et il se demanda tout le long du chemin

Les opportunistes peuvent-ils pardonner
aux radicaux d'avoir dénoncé publique-
ment les fautes commises par les héritiers
de feu Gambetta, leurs tripotages, leurs
hypocrisies, leurs égoïsmes, leurs malpro-
pétés secrètes?

Les radicaux peuvent-ils abdiquer leurs
avantages en faveur de ceux qui leur ont
toujours refusé le droit de s'asseoir au
banquet du pouvoir?

Oh! les rancunes sont sérieuses; elles
ne sont pas de ces petites rancunes qui
s'effacent dans une simple poignée de
main.

Et les répugnances sont invincibles d'un
côté comme de l'autre.

Comment les radicaux qui ont dénoncé
les malhonnêtetés de l'opportunisme vote-
raient-ils pour les candidats de cette bande
d'agioteurs, d'amateurs de pot-de-vin, de
coureurs de sinécures!

Et comment les opportunistes pourront-
ils se résigner à un désistement au profit
de ceux qui n'auront rien de plus pressé,
une fois vainqueurs, que de ramener la
République tambour battant jusqu'aux san-
glantes utopies de la Commune!

Si les radicaux abdiquent en faveur des
opportunistes, c'est le République pourrie
qui continue; si les opportunistes cèdent
la place, nous sommes voués à la révolu-
tion rouge...

Les opportunistes se résigneront-ils à
cette révolution qui les brisera fatalement
avec le reste?

Les radicaux se soumettront-ils pour
le bon plaisir de l'impudente coterie qui
prétend les tenir à la haine?

En vérité, les rancunes nous paraissent
trop vives, les répugnances nous semblent
trop fortes pour que l'union républicaine
soit faisable soit d'un côté, soit de l'autre.

Chronique générale.

Les élections de Paris nous sont enfin
connues.

Le radicalisme, en la personne de MM.

comment il se procurerait des livres. Il ne pos-
sédait, quant à lui, qu'un recueil de lettres intitulé
Modèle de correspondance à l'usage des gens de mer,
et son gros livre d'heures du diocèse de Quimper.
Quant à puiser dans la bibliothèque du baron, il
n'y songea pas un instant. Tout ce qui appartenait
personnellement à son commandant lui paraissait
sacré, et il n'aurait pas dérangé une plume ou un
crayon dans ce sanctuaire dont il avait la garde.

— Que je suis donc bête! dit-il comme il s'en
allait. Et M^{lle} Antoinette? Ce n'est pas une étour-
die. On peut se fier à elle. Je la vois souvent de
côté et d'autre avec un livre. Elle saura bien
mettre la main sur ce qu'il lui faut! En faisant
mon quart ici, je suis sûr de ne pas la manquer.

C'était le moment, en effet, où la jeune fille se
rendait chaque jour après de son oncle pour lui
faire la lecture. Un peu avant cinq heures elle
entra dans l'antichambre comme de coutume,
mais elle marchait la tête basse, sans regarder
devant elle, et elle ne s'aperçut pas de la présence
du matelot, qui s'approchait sa casquette à la
main.

— Pardon, excuse, mademoiselle, dit-il en sou-
riant gauchement. J'aurais un petit mot à vous
communiquer.

Antoinette pensa à son cousin.

— Sera-ce long? demanda-t-elle en regardant
l'horloge pendue à la muraille.

Lockroy, Floquet, Anatole de la Forge, triomphe. Le quatrième élu, M. Brisson, arrive à grand peine avec 448 voix de majorité. Le président du conseil n'a même pas obtenu la moitié des suffrages des votants, mais seulement la moitié des suffrages exprimés. Ce n'est pas brillant.

Dix-sept radicaux viennent ensuite. Quelques rares opportunistes arrivent en queue. La liste conservatrice a conquis de 85 à 93,000 suffrages. C'est un merveilleux résultat pour un premier effort du parti conservateur dans la citadelle du radicalisme.

Voici les chiffres définitifs de l'élection de la Seine :

Suffrages exprimés, 430,755. — M. Lockroy, 272,850; M. Floquet, 263,722; M. A. de La Forge, 222,334; M. Brisson, 245,843, sont élus.

Viennent ensuite MM. Clémenceau, Berochet, Allain-Targé, Raspail, Maret, Revillon, Lacroix, Lefèvre, Périn, Cantagrel, Lanesan, Guyot, Frebault, Delattre, Mathé, Forest, Dreyfus, Bert, Lafont, Hude, Brelay, Bourneville, Casse, Roques de Filhol, Rochefort, Basly, Laisant, Camélinat, Pichon, Villeneuve, Vichelin, Farcy, ballottages.

Le comité conservateur de Paris a décidé de continuer la lutte au second tour.

Les ministres se sont réunis samedi matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy. Tous les membres du cabinet étaient présents, à l'exception de M. Demôle, ministre des travaux publics, et M. Sarrien, ministre des postes et télégraphes. La réunion, qui a duré vingt minutes à peine, a été consacrée à l'examen de la situation électorale dans les départements où il y a un scrutin de ballottage. Le conseil s'est entretenu des mesures à prendre contre les fonctionnaires qui manqueraient de respect et de fidélité au gouvernement de la République.

Pour que le gouvernement se décide à formuler publiquement de telles menaces, il faut qu'il ait en ses fonctionnaires une singulière confiance. Le fait est rare, inouï.

On lit dans le Figaro :

« M. Allain-Targé vient de révoquer M. Séblin, le préfet de l'Aisne, qui avait offert sa démission après l'échec de la liste qu'il avait soutenue. »

« Le ministre vient de prescrire à ce fonctionnaire de remettre immédiatement le service au secrétaire général. Il a délégué en même temps le vice-président du conseil de préfecture pour remplacer à Saint-Quentin le sous-préfet démissionnaire, M. Gilbert-Boucher. »

Par ordre du ministre de la justice, on recherche dans tous les journaux des départements les cas de pression électorale constatés par eux de quelque côté qu'ils viennent.

En Maine-et-Loire, on peut signaler les deux voyages du ministre de l'intérieur et

— Dame, un peu ! vous savez ? Je ne vais pas vite à cet exercice-là.

— Eh bien ! alors, dans une heure d'ici, quand je sortirai de la bibliothèque. Attendez-moi sur la terrasse.

Antoinette lut le journal tout de travers. Elle sautait des lignes, elle mettait un mot pour un autre, et devant ses yeux se dressait d'une façon gênante l'ombre de la vieille tour.

— Si vous devez aller ainsi d'un bout à l'autre, dit M. de Guilty la main devant les yeux, pour se préserver de la clarté trop vive de la lampe, je vous dispense de vos services. Je ne conçois pas, Antoinette, que vous lisiez sans intérêt cet article si bien pensé d'un vieux serviteur du roi et d'un ancien ami de votre père. Jamais la Gazette n'a rien publié d'aussi logique, d'aussi net, et en même temps d'aussi éloquent.

La jeune fille, par un courageux effort, ramena vers le journal ses pensées qui fuyaient loin d'elle et finit par retrouver sa présence d'esprit accoutumée. Mais il était dit que cette heure de lecture, si paisible d'habitude, serait marquée par toutes sortes d'incidents fâcheux. Après avoir terminé le long compte rendu de la séance parlementaire, la lecture en arriva aux causeries du monde dans une publication hebdomadaire qui était arrivée le matin même, et elle commença ainsi :

« Il n'est bruit dans les salons de la big-life

les promesses qu'il a semées sur son passage, d'autant plus coupables qu'il n'y a pas réussi. En politique, une maladresse ne peut être excusée.

INQUISITION RÉPUBLICAINE.

M. Goblet a adressé aux préfets une circulaire qui les charge d'exercer une véritable inquisition sur les Petits-Séminaires, à l'effet de s'assurer que tous les élèves qui y reçoivent l'instruction se destinent bien réellement à l'état ecclésiastique. C'est une nouvelle forme de la persécution religieuse à laquelle les prédécesseurs de M. Goblet n'avaient pas songé, le but évident de cette circulaire étant de chercher un prétexte pour retirer à ces établissements les droits que la loi de 1850 leur a reconnus. Cette ingénieuse trouvaille du « libéral » M. Goblet ne lui aura pas porté bonheur, et il est probable qu'il devra laisser à d'autres le soin d'utiliser les matériaux qu'il a fait recueillir récemment.

Le *Moniteur universel* croit savoir que sur des dénonciations parvenues au ministère des cultes, plusieurs membres du clergé vont être frappés de suspension de traitement, soi-disant comme ayant participé trop activement au triomphe des candidats conservateurs.

Nos gouvernants ne savent plus à qui s'en prendre !

En présence des procédés tout à fait fantaisistes imaginés par M. Poubelle, le préfet opportuniste de la Seine, pour le dépouillement du scrutin, les membres du conseil municipal de Paris vont faire une démarche pour obtenir la révocation immédiate de ce fonctionnaire.

Un grand nombre de préfets ont prévenu le ministre de l'intérieur que les démissions des maires opportunistes pleuvaient dans les préfectures.

Ils demandent des instructions.

M. Allain-Targé leur a envoyé une circulaire disant qu'il fallait faire appel au « patriotisme » de ces maires pour les engager à conserver quand même des fonctions qui sont « sans caractère politique ».

ENCORE LES ACHATS POUR L'ARMÉE !

Nous avons dénoncé les scandaleux achats de blés et d'avoines exotiques faits par le ministre de la guerre à des cours supérieurs de 45 à 20 0/0 aux cours de nos céréales indigènes.

On a vu à quelles ridicules arguties l'administration a eu recours pour donner un semblant de justification à ces marchés.

Après les achats de blé, voici les achats de fourrages opérés dans des conditions aussi édifiantes.

Le 46 septembre, à Rennes, le ministère a acheté :

40 50,000 quintaux d'avoine à 48 fr. 90 le quintal. — Le cours actuel est de 46 fr.

parisienne que de la disparition du jeune vicomte de B. de G.... »

Ici, elle s'arrêta, et, pour donner le change à son oncle, fit glisser jusqu'à terre la feuille malencontreuse. Elle espérait ainsi avoir le temps de se remettre et pouvoir sauter, sans qu'il y paraît, par-dessus le fâcheux paragraphe. Il l'attrait, cependant. Ces initiales bien connues brillaient pour elle en lettres flamboyantes. Que disait-elle ensuite, et pouvait-on désigner plus clairement Guillaume ?

Au moment où elle se baissait pour ramasser le journal, il arriva que le baron fit le même mouvement, et que, à la grande terreur de la jeune fille, il s'empara le premier de la feuille tombée. Elle tendit la main pour la ressaisir, mais il ne la lui rendit pas, et chercha des yeux l'article interrompu. Il lut en dévorant les lignes d'abord, pendant que le sang lui montait au visage avec violence, puis il relut une seconde fois plus lentement et à voix basse, si basse qu'il ne se croyait pas entendu. Et cependant Antoinette ne perdit pas une syllabe, et chaque mot se grava dans sa mémoire d'une façon inexorable :

« Il n'est bruit dans les salons élégants de la high-life parisienne que de la disparition subite du jeune vicomte de B. de G. On n'est pas d'accord sur les motifs de cette fugue inattendue. Les uns parlent d'une dette de jeu considérable, qu'un

2^e 25,995 quintaux de foin payés 9 fr. le quintal. — Le cours est de 6 fr. 50.

3^e 35,800 quintaux de paille payés 8 fr. — Le cours est de 5 fr. 60.

En déduisant les frais d'octroi, qui s'élèvent à 60,000 fr., l'Etat donne à son fournisseur privilégié un bénéfice gratuit de 257,600 fr., au détriment du Trésor et des cultivateurs français.

Ce fournisseur privilégié est une société intitulée la *Grainetierie française*, qui a, paraît-il, accaparé le monopole des fournitures de l'armée. Non-seulement on lui paye ses fournitures 45 et 20 0/0 au-dessus du cours, mais de plus on lui laisse la faculté de les acheter à l'étranger.

A bas tous ces abus, en mettant à bas les abusants !

AU TONKIN. — Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy plusieurs dépêches relatives à des demandes de matériel, et donnant, en outre, les nouvelles suivantes :

« Le général Jamont a pris le commandement de la première division, en remplacement du général Brière de l'Isle. »

« En Annam, il y a encore quelques désordres dans les parties non occupées par nous dans la région sud. »

« La tranquillité règne presque partout, de Hué au Tonkin ; nos garnisons sont installées et bien approvisionnées. »

« Rien à craindre. »

« Tuyet, avec l'ex-roi et un petit nombre d'adhérents, sont réfugiés dans le Laos. Aucun souci à avoir de ce côté. »

Les termes de ce télégramme, d'un optimisme exagéré, ne nous inspirent aucune confiance. Il n'y a pas encore huit jours que nous apprenions que des milliers de chrétiens étaient massacrés, et que l'Annam était en pleine anarchie.

LA GUERRE DU TONKIN.

On travaille activement, au ministère de la guerre, à l'organisation du nouveau corps d'armée, dont notre situation au Tonkin va nécessiter l'envoi.

Les dépêches du général de Courcy — que le gouvernement n'a reçues, paraît-il, que le lendemain du scrutin, ce qui est une coïncidence bien étrange — ne laissent aucun doute sur les dangers de l'expédition qu'il va être obligé d'entreprendre contre les Pavillons-Noirs, dont l'audace va grandissant chaque jour. C'est donc une nouvelle campagne que nous allons avoir à mener en plein hiver, dans un pays marécageux, coupé de rizières, où les fièvres, les maladies de toutes sortes nous tueraient plus de monde que le fer de l'ennemi.

De tous côtés nous parviennent des détails les plus navrants sur cette fatale aventure, dont nous n'avons cessé de signaler, hélas ! sans résultat, les dangers à nos ministres. — Il n'est pas un officier dont l'opinion sur ce qui se passe là-bas diffère de celle que les lettres du malheureux amiral Courbet ont fait connaître. Tous sont unani-

me à considérer le Tonkin comme devant coûter à la France, pendant de longues années, des sacrifices énormes en hommes et en argent.

Et tout cela pour soutenir l'honneur du drapeau, pour sauver le prestige du nom français compromis follement par l'incapacité et l'outrecuidance des opportunistes.

EN ROUTE POUR LE TONKIN.

Le préfet maritime de Rochefort a reçu l'ordre de faire diriger sur Brest le 17 octobre, où il embarquera le 20, sur le *Bim-Hoa*, à destination de la Cochinchine, un détachement de 4 sergents, 8 caporaux et 178 soldats du 3^e d'infanterie de marine.

Il s'agit de compléter l'effectif des cinq compagnies du même régiment en service dans cette colonie.

Afin de pourvoir à tous les besoins du service de santé au Tonkin, on étudie au ministère de la guerre les moyens d'envoyer au général de Courcy 20 médecins de réserve qui seraient choisis parmi les jeunes docteurs en médecine.

Les offres de concours du personnel civil seront examinées.

LA QUESTION D'ORIENT.

Les affaires d'Orient prennent décidément une tournure des moins satisfaisantes. En vue d'amener la Grèce à une politique prudente et sage, les ambassadeurs accrédités auprès du gouvernement grec ont, à la suite d'une convocation du représentant de l'Italie, doyen du corps diplomatique, fait une démarche collective auprès de M. Delyannis, président du cabinet.

Tout à l'heure M. Curtopani, ministre d'Italie, ceux de France, de Russie, d'Angleterre, d'Autriche ont pris la parole. Ils ont engagé le cabinet grec à s'abstenir de mesures violentes qui exposeraient la Grèce à un sérieux danger.

En réponse à cette démarche, le roi a signé une ordonnance convoquant trois autres classes de la réserve, mais l'ordonnance n'a pas encore paru à l'*Officiel*.

Aussitôt après la réception des ambassadeurs, M. Delyannis a adressé une circulaire aux agents diplomatiques de la Grèce pour leur expliquer la situation critique faite au pays par l'union éventuelle bulgare et les conséquences inévitables qu'un pareil événement aurait pour la paix de l'Orient.

Malgré toutes les réserves contenues dans cette note diplomatique, M. Delyannis déclare formellement que la Grèce ne pourrait accepter l'union bulgare.

On assure que par suite de l'impossibilité pour les puissances de se mettre d'accord, la Turquie demande à reprendre sa liberté d'action pour rétablir le *statu quo* en Roumélie.

Constantinople, 10 octobre.

Les préparatifs de guerre se font dans toute l'étendue de l'empire sur une large échelle et ne laissent pas que de causer de vives inquiétudes. Tous les transports turcs en état d'être utilisés ont été réquisitionnés, 14 navires appartenant à la compagnie du Lloyd autrichien ont été nolisés.

49,000 hommes et 4,000 chevaux vont être envoyés à Salonique, qui semble devoir être le point principal de concentration, et des forces en nombre considérable sont en route pour Dedi-Agatch.

Les armements continuent ici et les casernes sont littéralement bondées de troupes qui attendent leur mise en marche.

BULLETIN FINANCIER.

Paris, 10 octobre.

Le marché souffre. On devine que les capitalistes d'épargne veulent laisser la spéculation jouer son jeu de hausse jusqu'à la dernière carte ; ils interviendront au bon moment et la reprise sera d'autant plus vigoureuse que les cours auront été plus avilis. Le 3 0/0 est à 79.25, l'amortissable à 81, le 4 1/2 à 109.52.

L'action du Crédit Foncier est bien tenue. En tenant compte de la portion acquise du coupon de janvier, le placement ressort à 4.70.

Les obligations défont toutes les fluctuations de la politique, leurs gages sont à l'abri de tous mécomptes.

L'action de la Société Générale est fermée à 451.25.

Un coupon de 7.55 sera mis en paiement le 3 novembre pour le Rio-Tinto.

La Banque d'Escompte est bien tenue.

LA LANTERNE D'ARLEQUIN

Illustrée, 10 centimes

PARAISANT TOUS LES DIMANCHES.

Nous rappelons à nos abonnés qu'ils peuvent recevoir la *Lanterne d'Arlequin* toutes les semaines, pendant un an, pour 5 fr. au lieu de 6, en adressant au Directeur, à Tours, rue Richelieu, 13, un mandat ou un bon de poste avec une bande de notre journal. C'est une faveur spéciale dont nous les engageons à profiter.

Sommaire du n° 237. Victoire des conservateurs. Pas assez de lumière ! Mensonge ! Les femmes rouges. L'hôpital des candidats. Types de candidats.

(A suivre.)

